

L'actualité politique...

EN BREF

Jet de l'éponge

C'est sans surprise que le locataire de l'Élysée vient de faire connaître qu'il rendrait les clés du palais. Dans une intervention télévisée qui cherchait à faire pleurer la moitié de la France, Jacques CHIRAC déclare « Je ne solliciterai pas vos suffrages pour un nouveau mandat ». Pas de problème, même les bookmakers anglais n'avaient pas mis une tune sur son nom...

Une absence

Dans son intervention à la moitié de la nation, le futur retraité a volontairement oublié de parler de ses « préférences » en ce qui concernait le prochain locataire de la présidence. Une omission pour le moins, remarquée qui acte une nouvelle fois les distances qui existent entre lui et Nicolas SARKOZY.

Longue carrière

40 ans de pouvoir vont s'achever pour l'homme de droite. 40 ans de pouvoir qui se traduisent par une fracture sociale qui n'aura été qu'un éphémère slogan de campagne et qui n'a cessé de se creuser. 40 ans qui laisse une France affaiblie et meurtrie.

Flirt de tous les dangers

En annonçant un nouveau ministère de l'immigration et de l'identité nationale s'il est élu président de la République, Nicolas SARKOZY s'en va, sans aucune retenue, brouter sur les prés de l'extrême droite. Pourquoi pas proposer pendant qu'il y est, un ministère de la « préférence nationale » pour mieux draguer encore les voix de LE PEN ?



L'Europe en filigrane

Ségolène ROYAL, Nicolas SARKOZY et François BAYROU au coude à coude pour défendre un nouveau traité européen lors de la campagne électorale des présidentielles. Sans se soucier du vote des Français contre les visées libérales promises d'une future Europe, chacun enfila à sa manière, mais sur le fond sans beaucoup de différences, les contours de l'idée d'un nouveau traité qui pourrait déboucher sur un nouveau référendum. Quand ça vous tient, c'est, la preuve, plus fort que tout le reste...

Les 500

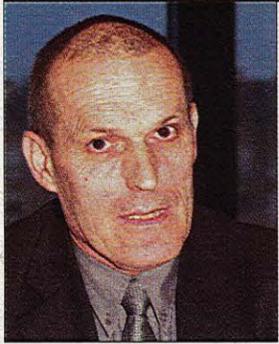
A l'heure où sont écrites ces lignes, nous ne savons pas qui des prétendants, a ou n'a pas obtenu les indispensables 500 parrainages pour se présenter à l'élection suprême. Une chose est dans le même temps très claire, les idées politiques affirmées par les potentiels « parraineurs » dans leur profession de foi au moment de leur élection, sont facilement mises sous l'étouffoir quand il s'agit de faire de la politique politicienne et de marchandage, quelques mois plus tard.

Heureux qui comme...

Il pourrait et devrait bien y avoir quelques candidats troskistes et autres « révolutionnaire des champs » au suffrage des Français lors de la présidentielle grâce à d'heureux parrainages d'hommes et de femmes d'une droite réactionnaire qui n'hésitent pas à apporter leur caution à ceux qui pourtant, dans le discours, proclament vouloir mettre leur tête au bout du bâton. C'est une alchimie particulière qui n'a, pour les uns comme pour les autres, qu'une perspective : celle d'éloigner les Français de leurs problèmes et d'estomper les solutions pour s'en sortir.

Point de vue

par Christian SAULNIER



Un Zénith plein ; plein d'idées ; un Zénith bouillant, un Zénith qui contraste avec ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, voudraient nous faire croire qu'il est possible de changer sans toucher aux dividendes, sans toucher aux 100 milliards d'euros de profits réalisés par les entreprises du CAC 40 en 2006.

Les financements : c'est bien là le cœur des enjeux qui peu-

vent porter réellement le contenu d'une véritable politique de gauche.

À ce sujet, que vaut la proposition des régions d'entrer au capital d'AIRBUS ? Avec quel argent ? Celui des contribuables ?

Quand on sait déjà que les régions financent bien au-delà de la taxe professionnelle perçue, sous forme d'aide directe ou indirecte, les entreprises. AIRBUS a déjà bénéficié d'aide régionale importante, aussi bien en Midi Pyrénées qu'en Pays de la Loire. On laisserait croire qu'AIRBUS souffre uniquement d'un problème de trésorerie et que de l'argent public éviterait les licenciements et la fermeture et cession de sites.

C'est une tromperie ! Ce débat enferme les questions de financement des grands groupes sans aborder l'actionnariat.

Ceux qui détiennent EADS, et par conséquent AIRBUS, ne veulent pas que les efforts de recherche et de développement impactent leurs dividendes. Ainsi, l'actionnariat public financerait la recherche, le développement et la formation professionnelle et l'actionnaire privé préserverait ses dividendes. Cela est inacceptable !

Soit l'actionnaire public est majoritaire ou encore pèse sur les décisions industrielles : la pression des dividendes doit alors être neutralisée, l'industrialisation doit répondre aux besoins de l'industrie et des hommes en matière de progrès social.

Soit l'actionnaire public n'entre dans le capital que pour apporter de la trésorerie qui échappe ensuite à tout contrôle.

Nous retrouvons bien là l'essentiel de ce que devrait être le débat de cette campagne présidentielle : les moyens de financement et leur provenance, et à quelles fins ?

L'impôt finance de moins en moins la solidarité. Doit-il financer de plus en plus le développement capitaliste, participer à la croissance boursière ? C'est cela l'enjeu de demain. C'est de cela qu'il sera aussi question au Zénith, le 24 mars.

«Un Zénith plein d'idées»

Ministère de l'immigration : Il n'y a rien d'anecdotique

Quand Nicolas SARKOZY propose, s'il est élu, de mettre en place un ministère de l'immigration en charge de « l'identité nationale » ce que reprend d'ailleurs François BAYROU, le discours est dans la droite ligne de la politique menée par le ministre de l'intérieur depuis de longues années. Cela accrédite de plus les thèses du Front national qui présentent l'immigration comme un problème central de la France aujourd'hui.

Nous sommes bien là, face aux enjeux que représente la récupération des voix de Jean Marie LE PEN mais aussi dans la construction d'une politique qui hiérarchise la question de l'immigration et la place comme un objectif pour l'avenir.

Nicolas SARKOZY, c'est l'aide au retour pour les travailleurs immigrés en situation irrégulière, c'est l'idée avancée d'une politique de reconduction des étrangers à la frontière, c'est purement et simplement de l'épuration ethnique, annoncée.

Le problème n'est pas de lutter contre l'immigration mais de lutter contre le nationalisme et la xénophobie.

Face aux dangers contenus dans les propositions de Nicolas SARKOZY, il en va de la responsabilité de tous pour faire comprendre qu'aucune société humaine n'a jamais été submergée par un tsunami migratoire. Cette idée relève du fantasme absolu. Il y a et il y aura toujours des migrations et nos frontières ne peuvent être fermées. Le



seul résultat de ces politiques de rejet est de créer de la clandestinité, ce qui n'est bénéfique pour personne.

Oui, vraiment, il y a danger face à des idées qui dépassent le simple cadre de « la droite traditionnelle française » et qui de plus en plus flirtent avec les théories de l'extrême droite. Oui, il y a danger quand François BAYROU et Nicolas SARKOZY proposent tous deux, la création d'un tel ministère.

De vous à moi...

Marie-George BUFFET, en retard et mouillée, a rencontré des salariés. C'est ce qu'on retiendra de l'édition du 7 mars d'Ouest-France couvrant la manifestation pour la défense d'Airbus. Sur quel contenu ? Seuls les chanceux lecteurs de l'édition de Saint-Nazaire, en auront eu un aperçu. Pourtant, on peut lire en page départementale les réactions du PS, de LO, de la LCR, de l'UDF, des verts, et de la LDH. Rien sur les propositions de la seule candidate à avoir fait le déplacement, sous la pluie effectivement. Le 2 mars déjà, Presse-Océan avait passé sous silence la Conférence de presse tenue par les communistes et leurs élus de la région nazairienne sur le site même de l'entreprise... Certainement faute de place puisque l'édition publiait déjà les communiqués envoyés de Paris, Châteaubriant, Nantes et ailleurs des Alternatifs, de François FILLON, de Michel HUNAULT... Nous pouvons louer chaque jour la liberté de la presse, c'est une des premières conditions d'existence d'une démocratie. Liberté donc, d'ignorer les positionnements d'un des principaux partis quand bien même sont rapportés ceux de mouvements parfois groupusculaires. Mais voilà, un choix éditorial, c'est une responsabilité, cela s'exprime et cela s'assume. C'est aussi ça le débat démocratique. Faute de quoi, le sentiment d'injustice est justifié.

AS

VITE LU VITE DIT

Des cars gratuits dans les principales localités du département pour se rendre au meeting de Marie-George BUFFET le 24 mars.

Châteaubriant (place Charles De Gaulle) : 13h45.

Blain (place Jollan de Clerville) : 14h30.

Ancenis (Gare SNCF) : 13h45.

Le Cellier (place de l'église) : 14h.

Thouaré (place de l'église) : 14h15.

Sainte-Luce (place du marché) : 14h30.

Trignac (Mairie) : 14h.

Montoir (place du marché) : 14h, Donges (6 croix) : 14h15.

Savenay 14h35, rond point du golfeur

La Chapelle des Marais (place de l'église) : 14h.

Saint-Joachim (place de la commune de Paris) : 14h15.

Pontchâteau (gare SNCF) : 14h45.

Saint-Nazaire (parking de la base sous-marine)

Clisson (gare SNCF) : 14h.

Vallet (place du Général De Gaulle) : 14h15.

Le Pallet (gare SNCF) : 14h40.

Basse Goulaine (La Herdrie) : 15h.

Saint-Brévin (place du marché côté Crédit Agricole) : 14h.

Pornic (place de la gare) : 14h15.

La Bernerie (place de l'église) : 14h20.

Rouans (La Chaussée le Retz) : 14h35.

La Montagne (route de Bouguenais, arrêt de bus du cimetière) : 15h.

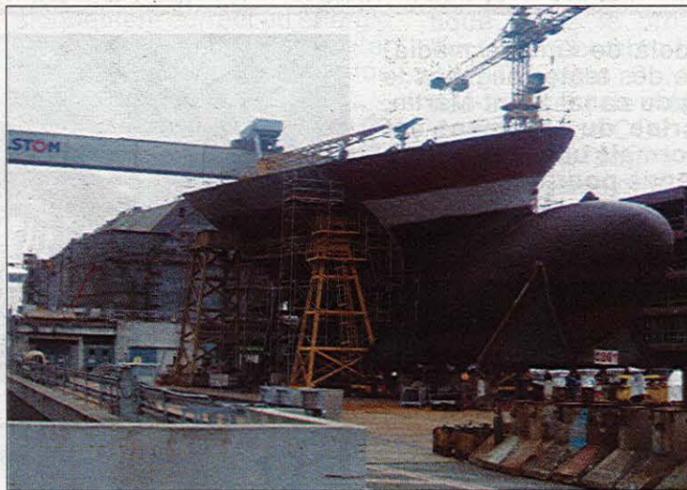
Un car fera la navette avant et après le meeting entre l'arrêt de tramway François Mitterrand (ligne 1) et le Zénith.

Saint-Nazaire : Aker Yards à vendre

L'emploi sera-t-il une nouvelle fois victime de la finance ?

Suite à l'annonce aussi subite que brutale, de la cessation d'une partie des parts de la branche navale d'Aker Yards, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français par l'intermédiaire de son secrétaire Michel RICA, a fait la déclaration suivante. Nous reviendrons dans nos prochaines éditions sur les conséquences et les réactions à ce nouveau coup porté aux Chantiers navals de Saint-Nazaire.

14 mois après avoir acheté à petit prix, les Chantiers de l'Atlantique, le norvégien Aker, devenu propriétaire en titre en juin 2006, annonce qu'il va céder une partie de ses parts à d'autres investisseurs et



réaliser un nouveau coup financier pour le plus grand profit de ses actionnaires. Alors que les sociétés du CAC 40 viennent de déclarer près de 100 milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2006, après Airbus, la finance et la spéculation entrent une nouvelle fois en contradiction frontale avec le développement industriel, la réponse aux besoins humains.

Au moment où le carnet de commandes mondial explose et où 3 000 bateaux sont à construire dans le

monde, au moment où Karl Erik Kjelstadle, PDG d'Aker, écrit parlant de Saint-Nazaire : « Aker Yards se développe bien. Les profits augmentent et le carnet de commandes du Chantier naval se trouve à un niveau historique... », les actionnaires choisissent le profit à très court terme quel qu'en soient les coûts économiques, sociaux et humains à payer par les salariés (qui, une fois encore, ont appris la nouvelle par les médias) et les populations.

C'est insupportable, les Chantiers de Saint-Nazaire sont un des premiers sites de construction navale en Europe. C'est le seul chantier français capable de produire des navires civils de grande taille. Avec AIRBUS, c'est l'identité économique régionale qui est mise en cause. C'est l'industrie nationale qui continue d'être frappée au cœur sans que l'Etat intervienne pour stopper l'hémorragie. Ce qui se passe aujourd'hui chez Aker prouve, une nouvelle fois, que face à des actionnaires sans foi ni loi, il ne peut y avoir de politique du moindre mal ou la recherche du compromis politiquement correct. Il est vraiment temps que les politiques s'en mêlent et disent leur mot, il est urgent de gagner des droits nouveaux pour les comités d'entreprises, pour les populations, pour les élus, des droits qui nous permettent, tous ensemble, de contester le pouvoir absolu des actionnaires et d'intervenir efficacement dans la gestion d'entreprises qui sont notre bien commun.

Un dynamisme qui se construit par la proximité

Dans toutes les communes du département, les communistes mais également des hommes et des femmes convaincus de la candidature de Marie-George BUFFET, gagnent une à une les participations au grand meeting qu'elle tiendra samedi au Zénith de Nantes.

A Trignac, les contacts physiques ou par téléphone permettent de remplir les objectifs fixés de deux cars au départ de la commune. Michel nous explique ses contacts individuels extrêmement positifs envers des personnes qui, au départ, ne pensaient pas obligatoirement participer à ce meeting mais qui vite se rendent compte, par la discussion, que leur présence est nécessaire et qu'elle permettra de construire ce qui

pouvait leur sembler difficile au départ mais s'avère très possible : construire une autre voie que celle imposée par les médias.

A Savenay, c'est également une démarche individuelle et ciblée qui est engagée par les militants. Une interpellation directe qui permet aussi d'affirmer une présence importante au meeting.

A Saint-Nazaire, le travail de proximité donne aussi des résultats intéressants comme Christian qui, en 15 minutes, obtient 26 signatures en faveur du vote pour Marie-George.

Les mêmes échos convergent de partout, il y a un réel dynamisme dans toutes les communes du département pour réussir un grand meeting, pour remplir les objectifs fixés de réunir 3 000 personnes au Zénith de Nantes. Il nous reste quelques jours encore pour aller encore plus loin, alors mettons les à profit.

Samedi 24 mars, tous avec Marie-George BUFFET au Zénith de Nantes à 15 h 30

Entrée gratuite. Possibilité de déplacement gratuit en car à partir de nombreuses communes du département. Navette gratuite avant et après le meeting du Zénith à l'arrêt de tramway F. Mitterrand.

Des moyens pour le meeting



Ce sont dans un premier temps, 80 000 tracts qui ont été édités pour appeler au meeting. Très vite, un nouveau tirage de 25 000 s'est révélé indispensable. 4 000 affiches « spécial meeting » ont été collées sur les murs de Loire-Atlantique. 15 cars pour le département de Loire-Atlantique sont, à l'heure où ces lignes sont écrites, commandés pour converger samedi vers le Zénith. Chaque adhérent et abonné aux Nouvelles ont reçu par courrier, une invitation personnalisée. A samedi dans l'ambiance d'une gauche courageuse pour changer la vie.

Un meeting au cœur des luttes et de la vie des gens

L'intervention centrale de notre candidate Marie-George BUFFET sera l'événement majeur de l'après midi dans ce nouveau lieu qu'est le Zénith de Nantes.

Ce meeting sera également un moment fort de l'expression de toutes celles et ceux qui souffrent des politiques qui ont été développées depuis des décennies et toutes celles et tous ceux qui veulent un autre avenir, un autre quotidien dans leur vie, dans leur travail.

Différents témoignages de jeunes, de femmes, de salariés de grandes entreprises du département à l'exemple des Chantiers ou d'Airbus, viendront ponctuer le déroulement de cette après midi. Daniel CIRERA, responsable des questions internationales au Parti Communiste Français et une responsable politique d'un pays membre de l'Union Européenne, interviendront sur les questions de l'Europe en liaison avec les grandes questions économiques et sociales de ces grandes entreprises. Un meeting qui veut se situer au cœur des luttes et de la vie.

Notre zoom : Moyens financiers

EN BREF

Surrendettement

«L'Etat est trop endetté, endettons les français», c'est semble-t-il le mot d'ordre du candidat UMP qui propose des déductions d'impôts pour les prêts immobiliers. Une manière de faire baisser les rentrées fiscales de l'Etat, tout en favorisant l'endettement des français. Du perdant/perdant en quelques sortes !

2,6%

C'est le nombre de logements sociaux à Neuilly dont Sarkozy est l'ancien maire. On comprend son acharnement à vider de son contenu la loi SRU qui oblige à la construction de 20% de logements sociaux par commune !



Immobilisme

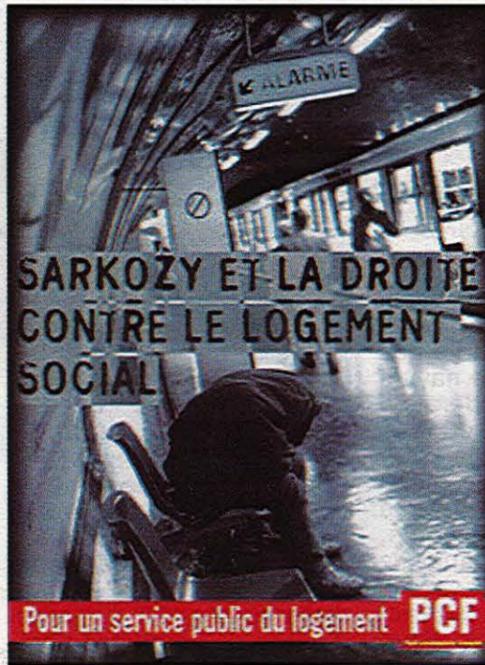
C'est comme ça que se résume la position centriste sur le logement. Visiblement, le candidat Bayrou ne mesure pas l'ampleur de la crise puisqu'il ne propose que la construction de 20 000 logements ultra sociaux pour l'accueil d'Urgence. Mais c'est peut-être qu'a force d'aller ni à droite ni à gauche, on finit par faire du sur place !

Le Pen

Visiblement le milliardaire de St Cloud n'a jamais eu de problèmes de logement. C'est une question quasiment absente de son programme si l'on exclut l'idée nauséabonde de «préférence nationale» et la volonté «d'inciter à l'investissement immobilier». Voilà le véritable programme du Front National, favoriser l'élite et encourager la spéculation immobilière.

La crise du logement est devenue une réalité quotidienne !

Au-delà de l'image médiatique des tentes alignées le long du canal Saint-Martin, la crise du logement est désormais une réalité quotidienne pour des millions de familles. En plus des sans domiciles fixes, 800 000 personnes sont privées de domiciles personnels et on estime à 3 507 000 personnes, le nombre de gens vivant dans une situation de surpeuplement. Dans le même temps que les familles ont dû supporter 7% d'augmentation de loyer sur deux ans, toutes les aides au logement sont gelées. En plus des coupures d'eau et d'électricité, le scandale des expulsions locatives recommence chaque année en mars. Si bien qu'aujourd'hui, c'est un Français sur deux qui avoue avoir peur de devenir un jour SDF. Il y a urgence ! Mais ce sont les élus communistes que l'on condamne lorsqu'ils prennent des arrêtés anti-expulsion ou anti-précarité dans leur commune comme



ce fut le cas à Trignac avec Jean-Louis LE CORRE. En guise d'action, BORLOO a facilité les démolitions plus que les constructions et mis l'accent sur l'accession à la propriété plus que sur la

construction de logements sociaux et très sociaux, ceux qui intéressent le plus les ménages. Pourtant, depuis 2002 l'Etat profite à plein de la flambée des prix, percevant ainsi presque 16 milliards d'euros de rentrées fiscales en 5 ans qui ne sont, bien entendu, pas réinvesties dans le logement. Mais les candidats de droite ne sont toujours pas décidés à construire du logement très social. SARKOZY favorise l'endettement en misant sur l'accession sociale à la propriété avec déduction d'impôts sur les prêts immobiliers. BAYROU ne propose pas mieux même si il rajoute une louche de social en promettant la construction de

20 000 logements ultra sociaux pour les situations d'urgences. A gauche, BESANCENOT propose uniquement les réquisitions de logements vides et l'augmentation des allocations sans jamais parler de financement. Pour Ségolène ROYAL, le programme de construction de 120 000 logements par an n'est assorti d'aucune exigence vis-à-vis des bailleurs privés dans le même temps que son choix d'augmenter les allocations favorisera le financement public de la spéculation. Seule Marie-George BUFFET est déterminée à s'attaquer à la spéculation foncière et immobilière, à construire massivement du logement social et à protéger le pouvoir d'achat des ménages en mobilisant les moyens nécessaires. C'est pourtant la seule manière de gagner durablement la bataille du logement.

Marie George BUFFET : Un service public du logement

- 120 000 logements sociaux par an, à loyer modéré, jusqu'à satisfaction des besoins.
- Plan d'urgence avec réquisition des logements vacants.
- Augmentation des petites structures pour les sans-logis avec un accompagnement sanitaire, social et psychologique renforcé.
- Sécurité sociale du logement dès le premier logement avec une garantie du risque locatif pour l'accès et le maintien dans un logement décent. Revaloriser les aides au logement pour limiter le coût du logement à 20% des revenus du foyer.
- Droit au logement décent opposable à l'Etat.

- 20% de logements vraiment sociaux dans toutes les communes. Inéligibilité des maires hors la-loi.
- Suppression des cadeaux fiscaux aux plus riches qui louent à des loyers inaccessibles ! Mobilisation du système de financement de l'argent public collecté pour le logement social (Livret A, CDC...). Retrouver le taux du 1% logement.
- Taxation de la spéculation foncière et immobilière.
- INTERDIRE LES EXPULSIONS Interdiction immédiate des expulsions et des coupures d'eau et d'électricité pour mettre un terme au scandale des expulsions de la pauvreté!

Il témoigne...



Claude CONSTANT
Administrateur nantes habitat
Adjoint au maire de Nantes

20 000 demandes de logement non satisfaites dans l'agglomération nantaise. Ce chiffre montre à quel point la crise du logement, à l'image du pays, est une réalité aigue dans notre région. Prenant en compte cette réalité, la majorité de gauche a adopté un Plan Local de l'Habitat ambitieux pour répondre aux besoins. Ce PLH, s'appuyant notamment sur les principes de la loi SRU, a été adopté à l'unanimité pour aller le plus tôt possible vers les 20% de logements sociaux dans chaque commune. La mise en action de ce plan se heurte néanmoins à un certain nombre de difficultés. Quelques communes montrant beaucoup de réticences, ayant peur de voir l'électorat populaire prendre trop de poids sur leur territoire. Par ailleurs la question du foncier est devenue déterminante dans la sortie des prix de loge-

ment. C'est pourquoi, au-delà de l'utilisation du droit de préemption exercé par la communauté urbaine, qui a forcément un coût exorbitant pour la collectivité, cette question doit être d'abord traitée par l'Etat.

Dans un premier temps, l'Etat qui est propriétaire de beaucoup de terrain, aussi bien sur notre agglomération qu'au niveau du territoire national devrait montrer l'exemple soit en en donnant pour l'euro symbolique, soit en en louant sous forme de baux emphytéotiques. Cela permettrait ainsi de véritablement s'orienter vers du logement abordable, ce d'autant que dans beaucoup de cas, ces terrains ont été donnés à l'Etat par les communes. Cet enjeu, sur lequel les élus communistes sont vigilants, fait partie des propositions d'un service public décentralisé que porte Marie George BUFFET.

Actu Flash...

L'équation BAYROU : Centre = Droite - Gauche

Après la rupture d'un SARKOZY aux manettes depuis 5 ans, voilà que BAYROU espère faire croire qu'il est un homme nouveau. A défaut d'être nouveau, c'est un homme intelligent... qui n'est pas prêt à assumer le bilan catastrophique du pouvoir de droite : Un bilan de casse sociale et d'attaques sans précédent aux libertés individuelles. Si BAYROU joue le centre... c'est pour nous faire oublier qu'avec l'UMP, l'UDF il a voté 4 budgets sur 5 depuis 2002 et qu'il a été deux fois ministre de gouvernements de droite. Quand BAYROU loue la République, c'est pour faire oublier que, ministre de l'éducation, il avait attaqué l'école publique et la laïcité qu'un million de manifestants avaient réussi à sauvegarder. Quand BAYROU fait du pied à la gauche, c'est à celle qui accepte de gérer le capital plutôt que de s'y attaquer pour répondre aux besoins sociaux. BAYROU n'est pas le troisième homme de l'élection, il est le numéro deux d'une droite qui creuse son sillon idéologique. Le centre n'existe pas. Dans une économie capitaliste mondialisée, être au centre, c'est laisser faire. Ce sont bien la droite et la gauche qui structurent la vie politique à condition que la gauche assume ses responsabilités en se donnant les moyens du changement. C'est lorsqu'elle est à la peine que surgissent des BAYROU pour tenter un centre, comme au foot, dans l'espoir de transformer l'occasion en marquant le but décisif.

Le grand défi du 21ème siècle

Crise du climat, crise du pétrole, accès de tous à l'énergie : le grand défi du 21^e siècle.

Aujourd'hui, la question de l'énergie est devenue l'un des grands problèmes que le monde doit affronter et résoudre. Sans énergie, nombre d'activités humaines ne sauraient se développer, transports, communication mais aussi des activités comme la santé et l'éducation.

Cette question est déterminante pour l'avenir de la planète et de l'humanité. Le constat que nous faisons de la situation, épuisement des ressources fossiles, aggravation de l'effet de serre, insuffisance de la production d'énergie sur le plan mondial est alarmant. L'accès de tous, au nord comme au sud, à une énergie propre et suffisante, non polluante et respectueuse du climat est l'un des défis que l'humanité doit relever impérativement, si nous voulons collectivement travailler à l'émancipation de chacun et au développement de tous. Sur le plan social, le constat, que nous pouvons faire, montre l'ampleur des efforts à accomplir. Actuellement, 2,6

milliards d'êtres humains ne disposent pas d'un approvisionnement correct en énergie et doivent au mieux se limiter à l'utilisation de bois comme combustible.

Si l'on ne tient compte que de l'augmentation démographique, la demande aura doublé d'ici 2050. Imaginons donc ce qui est nécessaire si nous voulons répondre aux besoins de tous, à l'échelle de la planète.

L'effort n'est pas moindre en ce qui concerne l'économie de matières premières et la protection du climat. Actuellement, 80% de la ressource énergétique est assurée par l'énergie d'origine fossile (pétrole - gaz - charbon).

Or, les ressources énergétiques fossiles sont en voie d'épuisement, les spécialistes parlent de 20 à 60 ans selon les énergies. La combustion des énergies fossiles est génératrice de gaz à effet de serre (CO2 et méthane) et est en grande partie responsable du réchauffement climatique.

Un premier pas vers la lutte contre le réchauffement climatique a été le protocole de Kyoto de décembre 1997. Mais il a ses limites. Car, il ne sera pas suffisant de stabiliser les émissions de CO2 ; il faudra rapidement réduire fortement ces émissions pour enrayer le réchauffement climatique.

Cela implique un changement radical dans la manière de produire, de consommer et de se comporter. Prendre en compte les conséquences écologiques de notre activité dans les décisions économiques ; bannir les visions à courte vue du profit maximum immédiat qui est celle du capitalisme mondialisé.



Une autre politique à gauche avec Marie George BUFFET

La France doit mettre tout son poids pour faire prévaloir une vision durable et solidaire du développement. Il faut agir pour une redéfinition des modes de production, de consommation et d'échanges, rompant avec les règles du capitalisme mondialisé. A l'échelle internationale, notre pays doit agir pour coordonner les recherches scientifiques sur l'environnement. A l'école, une large place doit être accordée à la culture scientifique et technique et aux enjeux du devenir de notre planète.

Je propose de soumettre à un grand débat national et citoyen une loi de programmation contre le réchauffement climatique, avec pour objectif de diviser par quatre, les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.



POUR UNE POLITIQUE AMBITIEUSE DE L'ÉNERGIE, JE PROPOSE :

- Un programme d'écono-

mie et d'efficacité énergétique, notamment dans les transports et l'habitat. Il favorisera les transports collectifs, le train, le feroutage, le transport fluvial et le cabotage maritime. Les nouvelles constructions seront sous la norme HQE (Haute Qualité Environnementale)

- Le nucléaire et la politique énergétique font débat. Ce débat doit être mené de manière transparente et soumis à référendum. Je propose d'engager un grand effort de recherche en deux directions. Premièrement, en direction de toutes les énergies renouvelables ; deuxièmement, pour un nucléaire sécurisé et durable. L'EPR et les générateurs de la quatrième génération ainsi que ITER pour la fusion devront contribuer à cet effort de recherche.

- La constitution d'un pôle public autour d'EDF et GDF unifiés et renationalisés travaillant sous le contrôle d'une Haute Autorité pluraliste et citoyenne.

- La création d'une agence européenne de l'énergie.

Confrontation :

D.VOYNET programme la sortie du nucléaire, l'abandon du projet EPR. La mise en place d'un plan d'économies d'énergie ambitieux combiné au développement des énergies renouvelables, permettra d'aboutir à une fermeture progressive de toutes les centrales d'ici 2030. Elle veut assumer une vraie politique de la nature.

Pour F.BAYROU, le marché de l'énergie est aujourd'hui un marché politique et pas seulement économique. Il préconise de dire la vérité sur la crise énergétique et d'avoir le courage de dire aux Français qu'il faut changer notre mode de développement. C'est pour lui une chance, «car la société vivra mieux si elle vit plus sobrement. Dépenser moins d'énergie, c'est pour chaque foyer, du niveau de vie disponible pour vivre mieux. La 1^{ère} clé d'une politique sérieuse en matière d'économie d'énergie, c'est la formation de la population, la 2^e clé de cette politique est une fiscalité écologique, une fiscalité des

Que disent les autres candidats ?

carburants».

S. ROYAL a intégré le pacte écologique de N.HULOT dans son projet présidentiel. Elle estime que la France doit devenir «le pays de l'excellence environnementale». «La fiscalité sera un instrument de cette politique». «Il faut penser que notre 1^{er} devoir consiste dans les économies d'énergies : en économisant l'énergie et en montant en puissance sur les énergies renouvelables, nous devons baisser la part du nucléaire dans la consommation».

Tous les trois demandent la création d'un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF.

N.SARKOZY a affirmé qu'il défendrait une politique de «rupture écologique». On sait ce que veut dire le mot «rupture» dans sa bouche. Pour atteindre ces objectifs, il veut s'en donner les moyens par un transfert progressif de la fiscalité portant sur le travail vers la fiscalité sur la pollution, un crédit d'impôt environnement, une incitation aux comportements vertueux

EN BREF

Pacte de N.HULOT

«Considérant comme vous que les enjeux écologiques constituent une priorité pour la France, l'Europe et la planète, j'ai décidé de signer le pacte écologique que vous proposez pour placer les enjeux écologiques et climatiques dans le débat des élections présidentielles de 2007. Je ne partage pas l'idée que les politiques ne sont ni de droite ni de gauche...» : MG BUFFET

A cause du pacte

D.VOYNET reconnaît la «difficulté à émerger dans cette campagne» soulignant qu'il fallait faire «un vrai effort, au delà de la dénonciation de la crise écologique». Elle a estimé que nombre d'électeurs «doivent avoir le sentiment que les principaux Partis ont pris conscience du problème» en signant le pacte écologique.

Piqûre de rappel

Déçu, N.HULOT assure : «Au fil des débats qui animent cette campagne, je constate que l'enjeu de l'environnement est désormais traité à la marge. Le 31 janvier devait être un départ. Pas une fin».

Confession

«CHIRAC a beaucoup bossé pour la cause de l'environnement» affirme N.HULOT. Il le voit même à la tête d'une future organisation mondiale de l'environnement. Celui du G20 du climat, par exemple.

L'eau n'est pas une marchandise !

Dans notre pays, la domination des grands groupes privés sur la fourniture de l'eau potable (Vivendi-Environnement, Suez- Lyonnaise des eaux, Bouygues) est écrasante. Il est temps d'aller vers une maîtrise sociale et publique de l'eau pour sortir de la logique de marchandisation. Pour cela, il faut doter notre pays d'un service public de l'eau et travailler, à l'échelle de la planète, à de nouvelles coopérations.

Sur le dos des usagers

GDF vient d'annoncer des profits records pour 2006 : 2,3 milliards d'euros. Pour aller où : dans l'escarcelle des actionnaires. On comprend mieux l'ouverture du capital en 2005.



LES LUTTES

Total Lubrifiants

Du groupe Total, cette entreprise réinvente, selon la CFDT, la délocalisation en France. On transfère des activités dans des structures moins coûteuses, qui pourront recruter du personnel à moindre coût avec des exonérations de charges sociales. A la clé, 82 suppressions de poste.

Scandale

Ex-Atlancim, rachetée en 2006 avec 96 licenciements, est de nouveau à vendre. Reprise évoquée avec seulement 40 emplois sur les 100 qui restent.

Mêmes maux

Pour Sogem New Co, rachetée en 2006, et ses 37 salariés sur 104. En 2007 : mise en liquidation judiciaire.

400 salariés en 2004

Aujourd'hui 220 à Legé ; demain : Walor va s'implanter en Roumanie et supprime 90 emplois.

29 mars

Les organisations syndicales de retraités appellent à un rassemblement pour exiger la revalorisation des pensions et retraites du secteur privé et public ainsi qu'un minimum de pension égal au SMIC.

Laissez-les grandir ici !

Chacun d'entre vous a eu l'écho, dans la presse, à la télévision, au cinéma du film produit par un collectif de 350 cinéastes « Laissez les grandir ici » et de la sortie de la pétition qui porte le même titre. Signez la à l'adresse : www.education-sansfrontieres.org/article/4633

Evènements, culture, idées.

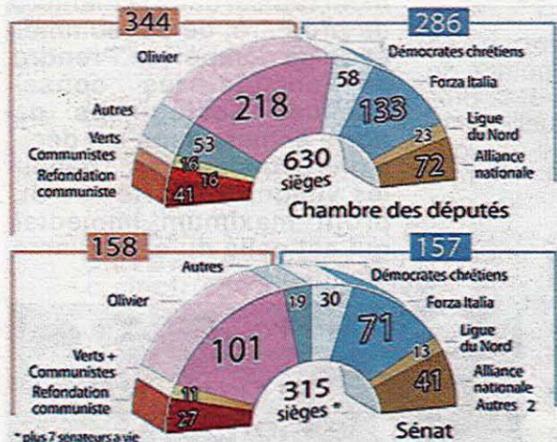
Quelques remarques sur la crise italienne

par Daniel CIRERA (responsable du secteur "Politique et coopérations internationales" du PCF)

La crise italienne consécutive à la démission de PRODI suscite de nombreux commentaires, d'inquiétudes à gauche et d'interrogations. On connaît les faits: le gouvernement s'est trouvé en minorité au Sénat dans un vote sur la politique extérieure. Il lui a manqué 2 votes pour obtenir le quorum de 160 voix. Or deux sénateurs de la coalition de gauche étaient absents ou se sont abstenus: F.TURIGLIATTO, de Rifondazione comunista (courant trotskiste) et F.ROSSI, ex-membre du Pcdl (Parti des communistes d'Italie). Fait nouveau, trois «sénateurs à vie» issus de la droite, ANDREOTTI, l'ancien président de la République COSSIGA et le très atlantiste PININFARINA, qui jusqu'à présent avaient soutenu le gouvernement, se sont cette fois, abstenus.

A gauche, la contestation et le débat portaient notamment sur la présence de troupes italiennes en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN, et sur l'élargissement de la base américaine de Vicenza dans le nord du pays, suivant un accord passé sous le gouvernement BERLUSCONI. Il y a quelques semaines a eu lieu devant la base une manifestation rassemblant 100 000 personnes, dont de nombreux militants de gauche, y compris des Démocrates de gauche, le parti de Massimo d'ALEMA, le ministre des Affaires étrangères. Le débat était vif, mais pas au point de générer une crise de la majorité. D'autant que la coalition est traversée de tensions depuis ses origines, que ce

soit sur les questions sociales ou sur le budget. A chaque fois, des solutions avaient été trouvées. Cette crise est ressentie d'autant plus gravement qu'elle conforte les ambitions revanchardes de BERLUSCONI et d'une droite radicalisée et agressive, qui a aussitôt



exigé de nouvelles élections. Elle sème le doute sur la capacité d'une coalition de centre gauche à laquelle participent des communistes et des forces de la gauche issue du mouvement social, à gouverner durablement l'Italie. Il est un enjeu propre à la gauche de la coalition, et Rifondazione comunista en particulier. Le Parti de F.BERTINOTTI (aujourd'hui président de la Chambre des députés) est présenté comme le responsable de cette crise politique. En France, le thème est martelé. La «gauche radicale fait tomber le gouvernement», titre Libération. Une dépêche AFP titre sur «la crise des «deux gauches». Rifonda-

zione a immédiatement réagi en réaffirmant sans ambiguïtés son soutien à PRODI, en appelant le gouvernement à poursuivre son action. Le risque en effet existe que l'appel de Romano PRODI à une majorité stable, notamment au Sénat, ne justifie un renforcement de la majorité sur

fois dans la rue et dans les ministères». Le message est clair. Conscient de tous ces risques, Rifondazione a immédiatement et très nettement renouvelé sa confiance à PRODI, appelé à la poursuite de son action, en insistant sur la mise en œuvre du programme, conclu au terme de longues et difficiles négociations, en avril 2006. Tous les mouvements sociaux, les syndicats ont réagi dans le même sens, en souhaitant la continuation du gouvernement PRODI. L'ensemble des mouvements et pacifistes et citoyens qui avaient appelé à la manifestation devant la base de Vicenza ont alerté sur le fait «qu'il n'y a aucune raison pour transformer le vote de ce jour en crise politique générale». Il appelle avec une certaine solennité à ce que le gouvernement aille de l'avant et maintienne le débat et la confrontation ouverts pour une réorientation de la politique extérieure de l'Italie. Tout laisse penser que l'intérêt des forces qui composent la coalition de l'Unione est de poursuivre l'expérience engagée il y a bientôt un an. Le risque d'élections anticipées est faible. Mais pour mesurer les conséquences de la crise dans l'opinion et sur les rapports de forces au sein de la coalition il faut attendre les décisions et la composition du gouvernement dans les jours qui viennent.

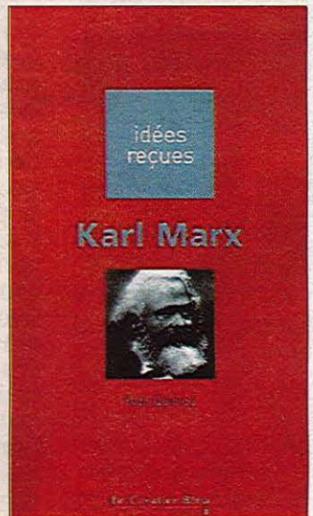
Daniel CIRERA (22 février 2007)

LIRE

«Karl Marx, idées reçues»

par Yvon QUINIOU

Les idées reçues sont tenaces. Nées du bon sens populaire ou de l'air du temps, elles sont dans toutes les têtes. Sans dire leur origine, elles se répandent partout pour diffuser un «prêt à penser» collectif. Concernant Marx, elles prennent souvent la forme d'aphorismes. L'auteur les énonce et les réexamine en trois parties. D'abord, comment Marx voit-il le monde: «Marx veut mettre fin à la philosophie»; «Pour Marx, l'homme est aliéné». Ensuite, Marx face à l'histoire et la société: «Marx croit au progrès»; «La lutte des classes est une pure invention de Marx». Enfin, le communisme selon Marx: «le communisme, c'est l'État omniprésent partout»; «Marx veut rendre tous les hommes égaux»; «Le communisme est une utopie, il a échoué partout». Or, tous ces clichés, ni vraiment faux ni parfaitement exacts, doivent être reconsidérés. L'auteur les prend pour point de départ et offre un éclairage philosophique distancié et approfondi. Car, pour lui, «Marx est sans doute, de tous les grands penseurs, celui dont la théorie offre le plus matière à préjugés et donc, à incompréhension». Par une telle lecture, «ce qui est en jeu, c'est la validité d'une pensée qui entendait contribuer à l'amélioration radicale de la vie de l'homme, en allant à la racine sociale de son malheur, selon elle: la propriété privée de la production». Yvon QUINIOU, agrégé de philosophie de la Roche/Yon, est membre de la rédaction de la revue Actuel Marx. L'ouvrage comporte de nombreux encadrés explicatifs, sur les concepts et les auteurs, une brève chronologie de Marx, ainsi que d'utiles pistes de lectures. Le tout s'achevant par cette malicieuse remarque: «Quant à la question du caractère non-utopique du communisme, en tout cas dans ses lignes de forces essentielles, on consultera le livre, non encore écrit, de la politique à venir, à condition qu'elle commence par se débarrasser des idées reçues qui empêchent de comprendre exactement le message véritable de Marx!». Ed. Le Cavalier Bleu, Coll. Idées reçues, février 2007, 128 p., 9 €.



VOIR...



La généalogie histoire de familles à Ancenis

La soif de connaissance de nos ancêtres a conduit la Maison du Département d'Ancenis à proposer une exposition sur la généalogie.

Elle nous fait découvrir les multiples facettes de la généalogie, pratique qui passionne de plus en plus nos contemporains. Elle a été réalisée par les agents de la Maison Départementale d'Ancenis, en partenariat avec la Galerie des Ancêtres et les associations de généalogie de l'ARRA et le concours des Archives départementales de Loire-Atlantique et du Musée départemental Dobrée.

Entrée libre, du 05/03/2007 au 19/05/2007, de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30. Maison du Département d'Ancenis - Tél. 02 51 14 04 60.

MÉDIAS

Médias en campagne

Pour l'historien Christian DELPORTE*, qui décrypte les dispositifs médiatiques, on est moins dans la rupture que dans l'évolution, car c'est avant tout un mouvement de fond: aujourd'hui, pas une seule émission ne peut s'affranchir de l'audimat. Il a fallu rendre le politique vivant. Les journalistes ont été mis en retrait et on s'est inspiré des recettes du divertissement et du talk-show. D'où des émissions zapping comme J'ai une question à vous poser qui

oscillent entre Ça se discute et la Nouvelle star, sorte de marché politique avec des citoyens-électeurs clients face à un homme politique vendeur qui a réponse à tout. A part Marie-George BUFFET, les candidats refusent d'affronter leurs adversaires et préfèrent figurer dans des talk-shows, chez DRUCKER, FOGIEL ou RUQUIER. Cette pipolisation des hommes politiques n'est pas



nouvelle, mais elle relève d'une stratégie qui lie la crédibilité à l'élan de sympathie que l'on peut créer dans l'opinion. Le débat autour du temps de parole n'est plus vraiment le problème. N'oublions pas que ce qui compte à la télé, c'est l'image et non pas le temps de l'information, mais son traitement. Sans surestimer non plus le poids de la télévision dans une

La bipolarisation tient autant au système politique qu'au système médiatique. Car, à l'arrivée, c'est deux prétendants pour un seul siège. L'enjeu est de créer du suspense, non pas autour d'une quinzaine de candidats, mais de deux. Le troisième homme n'est médiatiquement intéressant que s'il peut devenir le deuxième... Peut-être que la seule vraie nouveauté de cette campagne présidentielle, serait qu'on parle des programmes, de leur contenu et de leur faisabilité. Il y a une très grande désillusion mais aussi une très forte attente. * C.DELPORTE, «Images et politique en France au XXe siècle», Nouveau Monde, 2006, 14 €.

près de vous

Vertou

Michel GOUTY « Poste fermée, téléphonez ! »

Depuis plusieurs semaines, la poste du quartier de Beautour ouvre en pointillé. 12 jours de fermeture pour le mois de février ! Colère de Michel GOUTY qui soupçonne la direction départementale de «vouloir faire accepter, sans le dire, la réduction des horaires d'ouverture». Le Conseiller municipal est d'ores et déjà très inquiet «pour la période d'été et particulièrement le mois d'août où les horaires sont déjà fortement réduits».

Le Comité de défense et de développement du bureau de poste de Beautour, qui, en 2005, avait réussi de haute lutte à empêcher les réductions d'horaires, envisage de reprendre l'action. Michel GOUTY a saisi le Maire de Vertou pour lui demander d'intervenir. Les usagers sont invités à téléphoner à la direction de la poste pour protester (02 51 83 37 46, 02 51 80 65 25, 02 51 71 25 18).

Saint-Joachim

Courrier non distribué ?

La Poste vient de faire parvenir un courrier à certains usagers leur demandant de déplacer leur boîte aux lettres en limite de propriété et les menaçant, s'ils ne s'exécutent pas, de ne plus distribuer leur courrier.

Pire, ils seront contraints de le retirer au guichet moyennant le paiement d'une surtaxe. «Inacceptable a jugé Marc JUSTY. Le Maire a appelé «la population à se mobiliser pour exiger de la Poste un service public de qualité...»

Trignac

RFS délocalisée ?



RFS à Trignac, filiale à 100% d'Alcatel, fabrique des paraboles et des antennes de télévisions. Une production qui permet, chaque année, des résultats financiers exceptionnels. Mais il en faut toujours plus aux actionnaires qui envisagent de délocaliser en Inde. Jean-Louis LE CORRE et Roger BILLET se sont rendus dans l'entreprise et ont dialogué avec les travailleurs et les responsables syndicaux CGT. Le Maire de Trignac a conduit une délégation en sous-Préfecture.

L'activité

Assainissement individuel :

Roger DAVID « Entendre les familles »

Roger DAVID, Président de la Commission Eau et Assainissement de la Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de la Brière (CARENE) est intervenu, lors du dernier Conseil sur les conséquences de la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Il a appelé les élus à la réflexion. «**Pressés par les Pouvoirs Publics, nous avons mis en place le SPANC sans avoir en main tous les éléments nous permettant d'apprécier la situation**» a reconnu le Maire de Saint Malo de Guersac. «**Les visites de contrôle ne nous rassurent pas! 1/3 des assainissements individuels visités sont conformes aux normes édictées par les textes, 1/3 auront besoin de travaux pour être mis en conformité, le dernier tiers doit impérativement être remplacé. Dans ce cas, il faut déboursier entre 5 et 8 000 euros par habitation... ce sont les familles les plus modestes et les retraités qui subiront les dépenses les plus élevées...** Devant l'importance du problème, la nouvelle loi sur l'eau du 30 décembre 2006 prévoit que des aides pourront être accordées dans le cadre de l'ANAH et que les Conseils généraux qui le souhaitent, pourront apporter leur concours. Mais cet «arrangement» de dernière minute répondra-t'il aux besoins ? On peut en douter. C'est pourquoi, il me paraît nécessaire de soulever sans attendre cette question...»

Élections législatives

Jusqu'au 10 juin, Les Nouvelles de Loire-Atlantique posent une question d'actualité à un-e candidat-e. Rencontre avec Gilles BONTEMPS, Vice président du Conseil régional des Pays de la Loire, candidat dans la troisième circonscription, Saint-Herblain (suppléante Martine RITZ, syndicaliste, intermittente du spectacle).

Gilles BONTEMPS

«L'Etat doit jouer son rôle»



NLA : Beaucoup disent que l'entrée des Régions dans le capital d'Airbus pourrait être une solution, pouvez-vous nous donner votre opinion sur la question ?

Gilles BONTEMPS : Si cette initiative peut permettre que les Conseils régionaux aient leur mot à dire dans la gestion de l'entreprise et sur le processus de production, pourquoi pas ? Cette intervention ne pourra cependant pas être à la hauteur des besoins de financement. 150 millions d'euros pourraient être apportés par les Régions concernées alors que le plan de Monsieur GALLOIS envisage de réaliser à terme, 10 milliards d'économies. Pour vous donner un ordre de grandeur, le budget des Pays de la Loire s'élèvera cette année à 1,3 milliards d'euros... En fait, seuls les Etats sont capables d'assumer à long terme des projets aéronautiques ambitieux. Le gouvernement doit donc intervenir et être un des acteurs majeurs de la recapitalisation de l'entreprise. Airbus et ses actionnaires ne peuvent pas continuer à lever l'argent sur les marchés financiers en accroissant toujours plus leur dépendance vis-à-vis de ces marchés. Il faut mobiliser des crédits européens, mettre devant leurs responsabilités la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Centrale Européenne afin d'obtenir une réorientation des financements. (Avances remboursables, emprunt auprès d'un pôle public bancaire européen...). Monsieur GALLOIS doit retirer Power 8 et doit mettre en place un groupe travail associant la direction d'EADS, les syndicats, les élus des territoires concernés, les institutions européennes et les gouvernements pour travailler à un nouveau plan industriel. Un plan qui développe l'entreprise, et non pas, comme Power 8 le fait aujourd'hui, qui supprime des sites et des emplois. Nous devons engager un grand débat à l'Assemblée nationale et au Parlement Européen, sur l'opportunité de constituer, demain, un grand groupe aéronautique européen 100 % public.

Nantes Métropole

Michel RICA « Notre dynamisme économique ne profite pas à tout le monde »

Alors que la communauté débattait de ses orientations stratégiques en matière d'emploi, Michel RICA a souligné que le dynamisme économique que connaissait le territoire «était loin de profiter à tous les citoyens». Le chômage dont les chiffres officiels sont de plus en plus contestés, reste très fort et «la grande précarité s'installe dans nos quartiers» a-t-il remarqué. Le nombre de RMistes a ainsi dépassé la barre des 10 000 dans l'agglomération. Dans ces conditions, a affirmé l'élu nantais, il ne saurait être question pour la collectivité de se satisfaire «d'accompagner socialement les dérives libérales». Autre motif d'inquiétude pour le responsable politique, le fait que la «croissance de 2,4% d'emplois salariés privés en 2005» s'accompagne «d'un solde négatif de l'emploi industriel (-0,2%)». Or, chacun sait que la richesse d'une région dépend pour beaucoup de sa capacité de production. «La mixité économique est à promouvoir et à développer sur l'ensemble du territoire de l'agglomération» a affirmé Michel RICA qui, citant les exemples d'Airbus et d'Alcatel, a jugé qu'il n'était «pas acceptable de voir partir nos industries sous divers prétextes».

Mémorial à l'abolition de l'esclavage

Une polémique peut en cacher une autre

Des critiques se sont élevées au sein du Conseil de Nantes Métropole concernant le coût du projet de mémorial à l'abolition de l'esclavage. «**Sans doute celles et ceux qui polémiquent, auraient ils préféré un monument moins imposant, un monument qui ne se voit pas, qui n'existe pas...**» a tonné Raymond LANNUZEL qui a réaffirmé, avec force, l'attachement des élus de son groupe à ce monument et à l'emplacement retenu pour sa réalisation. Le choix du Quai de la Fosse, a-t-il insisté est «**représentatif de l'activité maritime de Nantes dans l'histoire... Cet espace urbain, face à l'île de Nantes, à la grue Titan jaune et aux anciens Chantiers navals qui accueillent aujourd'hui le centre d'histoire du travail est particulièrement symbolique de l'identité nantaise... et de ce véritable trait d'union entre la Nantes d'hier et celle que nous travaillons à construire**».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Vie des sections

Section de Loire et Sèvre :

Assemblée générale de la section le mercredi 14 mars à 20h.

Rezé sud Loire :

Réunion du Conseil local le 13 mars à 18h30.

Basse Loire :

Réunion du Conseil local le jeudi 22 mars à 18h30 salle de la Fraternité à Couëron.

Fédération

Réunion du Conseil départemental le mardi 27 mars à 18h30 à la Fédération.

Jeunes communistes

Initiatives sur le logement à la faculté le mercredi 14 mars 2007, à 20 heures.

Présidentielles

Meeting avec Marie-George BUFFET le samedi 24 mars à 15h30 au Zénith de Nantes.

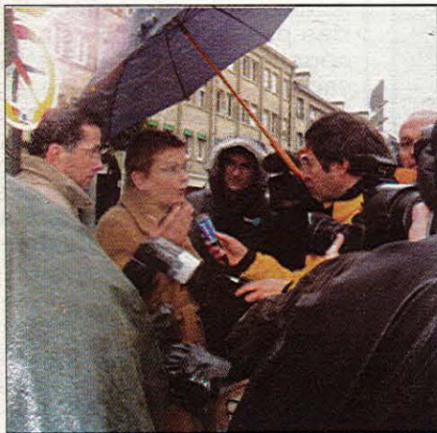
MARIE-GEORGE BUFFET À LA RENCONTRE DES SALARIÉS D'AIRBUS DE SAINT-NAZAIRE

Retardée par une circulation rendue difficile par les pluies diluviennes et par le vent, Marie George BUFFET descend de voiture à proximité de la mairie de Saint-Nazaire où l'attendent les élus communistes qui viennent de terminer la manifestation. Immédiatement, une fois n'est pas coutume, la presse et les médias veulent l'exclusivité. Mais la candidate prend d'abord le temps de dialoguer, sous les parapluies, avec des manifestants avant de répondre aux sollicitations et de rejoindre l'Agora 1901, la maison des associations, où l'attendent des syndicalistes d'Airbus. Dans le hall, entre un direct sur France 3 et une interview à la presse régionale qui, un peu mouillée, un peu outragée peut être qu'on lui ait préféré les hommes et les femmes en lutte, trempera son stylo dans le vitriol à peine dilué pour écrire ses papiers du lendemain. Marie George BUFFET échange quelques mots avec Jean Jacques DESVIGNES, le coordinateur CGT d'EADS. «**Ne parlez pas de moratoire, explique le responsable syndical, le plan de Gallois, il faut le mettre à la poubelle, il ne faut pas qu'il s'applique**». Sollicitée de toutes parts, tenant à accorder à chacun plus qu'un moment d'attention malgré son calendrier serré, la candidate à l'élection présidentielle, parvient tout de même à rejoindre la salle



« **L'Etat et la Banque Centrale Européenne doivent intervenir** »

où, accompagnée de Jean Louis DAVID, Marc SAULNIER et elle a prévu les responsables remettant un nant leurs propositions, les CFDT, insistent pour que les candidats à la présidentielle, les élus locaux et régionaux fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour mobiliser l'opinion publique. «**J'ai écrit au Président de la République et réclamé la réunion de l'Assemblée nationale... Reçu par le Premier ministre, notre groupe a demandé d'urgence un débat sur la politique industrielle de notre pays, je serai, dans quelques jours à Berlin, invitée au Bundestag... partout je dirai et répèterai puisqu'il faut trouver de l'argent que l'Etat français doit recapitaliser Airbus, que la Banque Centrale d'Investissement et la Banque Centrale Européenne, doivent jouer leur rôle en proposant des emprunts à faibles taux d'intérêt... et si certains crient à la récupération politicienne, je dis tant mieux, si cette récupération permet qu'Airbus, la politique industrielle de la France et l'utilisation de l'argent, fassent irruption dans le débat des présidentielles, même si cela oblige certains candidats à prendre des virages sur l'aile pour tenir compte de ce que veulent les gens. Et puis, je vous ai entendus, il faut retirer Power 8**» conclut, convaincue, la responsable politique.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

Presse Océan : Quand l'anticommunisme dépasse l'entendement, cela devient tout simplement de la bêtise infantile

On croirait rêver à la lecture du quotidien local dans son édition de Saint-Nazaire du samedi 10 mars quand, dans une rubrique qui se voudrait «bon enfant» : De bouche à oreille, le pseudo «Jean Balance» croit faire rigoler toute la région en crachant son venin à propos de la venue de Marie George à Saint-Nazaire dans le cadre de la journée d'action des salariés d'Airbus. Plutôt que de se féliciter de la présence d'une candidate à l'élection présidentielle, elle était en effet la seule à s'être déplacée, ce qui aurait été logique dans le contexte actuelle de l'avenir de l'usine de Saint-Nazaire, cet anonyme écrivain de fin de semaine, trempe sa plume dans une espèce de solution vitriolée pour écrire, je cite l'ensemble du paragraphe : «**Marie-George BUFFET candidate PC à la présidentielle, est venue soutenir les salariés d'Airbus. Mais elle est arrivée à la bourre (François BAYROU ne lui avait pas prêté son jet) aux environs de 11h30. Certaines mauvaises langues ont ainsi prétendu qu'en ce jour de manif sous la pluie, elle s'était passée la tête sous l'eau pour faire croire qu'elle s'était tapée toute l'avenue de la Rep' à pied**». Allons, un peu de retenue monsieur Jean Balance, on ne peut pas mordre le trait de cette façon, c'est aussi un problème d'honnêteté et de déontologie.

Y.C.

Ouvrons-la !!

Cette élection présidentielle nous apporte son lot de bêtises, une des plus marquantes est le cas BAYROU. Cet homme, veut faire croire qu'il n'est ni de droite, ni de gauche. Ah ! La belle histoire ! On pourrait en rire si on ne parlait pas de la vie des gens. Il faut être clair, BAYROU est un homme de droite. Cet homme se définit contre la politique de SARKOZY, c'est faux, en général, il vote comme lui. Tous deux ont fait

partie de la majorité pendant ces cinq dernières années. Ce n'est qu'en 2006 que l'UDF n'a pas voté le budget, à un an de la présidentielle il faut bien se démarquer. A l'Assemblée nationale, l'UDF a voté 42 des 64 textes les plus importants de la dernière législature. Dans toutes les mairies, départements, régions, l'UDF est allié à la droite et pas à la gauche. BAYROU a été ministre de l'éducation sous BALLADUR et

JUPPÉ, ça ne vous rappelle rien ? Le CIP, le fameux contrat pour les jeunes payé à 80% du SMIC. Il nous dit qu'il veut gouverner avec des gens de droite et de gauche, la belle affaire, il nous prend vraiment pour des idiots. En fait, sa stratégie est de divi-

«BAYROU ou l'art de rendre amnésique»

ser la gauche et la droite pour s'assurer une majorité dans laquelle les classes populaires ne seraient pas représentées, ce qui lui permettrait de mener à bien une

politique libérale, et en adéquation parfaite avec les directives de Bruxelles. De nombreux jeunes sont sensibles à sa posture politique. Cet homme se dit anti-système : le «Che-centriste», il prône une révolution dans le paysage politique, mais ne fait aucune proposition pour changer le système économique et social capitaliste qui est la cause de toutes les inégalités et injustices. Etre révolutionnaire c'est proposer une politique différente de celle menée jusqu'à maintenant, et non pas,

proposer des renversements d'alliances entre partis. Il occulte les réponses politiques nécessaires à l'augmentation du pouvoir



Par Alain BOURDEAU

d'achat, à la construction de logements sociaux, à l'accroissement des moyens pour l'éducation. Ce révolutionnaire de pacotille propose la

remise en cause des 35h : travailler plus pour gagner plus. Ça ne vous rappelle personne ? Et pour que ça ne coûte rien aux entreprises : une baisse des cotisations sociales à la clef : un énième cadeau pour les grandes entreprises. Si ça, c'est pas de droite... Il était pour le traité européen ultra libéral que la jeunesse a rejeté en mai 2005, il n'était pas aux côtés des jeunes dans les manifestations contre le CPE. La jeunesse mérite mieux qu'un usurpateur qui ne pense qu'à son ambition personnelle. Il faut le crier haut et fort, BAYROU est de droite !